

Taxe carbone

Les grandes compagnies européennes demandent l'ouverture de négociations

L'inquiétude des entreprises européennes, **Airbus** en tête, sur les répercussions de la taxe carbone est montée d'un cran lundi. Une lettre signée par neuf directeurs généraux d'entreprises aussi diverses que **British Airways, Iberia, Air Berlin, Air France, Lufthansa, Virgin Atlantic**, ou **Safran**... demande aux dirigeants politiques européens de mettre un terme à la polémique déclenchée par la mise en place de la taxe carbone en janvier dernier.

Côté français, c'est **Alexandre de Juniac**, PDG d'Air France, qui a pris la plume, et non **Jean-Cyril Spinetta**, le patron du groupe Air France KLM. Ce dernier est en effet dans une position plus compliquée: il a été l'un des pionniers de l'instauration d'une taxe carbone en Europe dès 2005! Mais son projet envisageait plutôt de l'appliquer aux lignes intra-européennes, pas sur les long-courriers.

«Stopper les mesures punitives»

Depuis que la Commission européenne a institué **un système de permis à polluer** dans l'espace aérien européen, tous les autres grands pays se sont violemment opposés à cette obligation. Pis, plusieurs compagnies nationales chinoises ont décidé de **geler leurs commandes d'Airbus**. Jeudi dernier, le président d'EADS, Louis Gallois, l'a confirmé: Pékin retient les commandes de 45 avions (dont 10 A380) pour un montant global de 12 milliards de dollars pour faire pression sur la - Commission européenne.

«Le but doit être de trouver une solution de compromis et de stopper ces mesures punitives avant qu'il ne soit trop tard», écrivent les responsables des compagnies aériennes signataires du courrier aux dirigeants de l'Union.

Ils rappellent les arguments déjà défendus par l'Association internationale du transport aérien (**IATA**): des négociations doivent être ouvertes au niveau international et non pas seulement au niveau européen pour éviter que des distorsions de marché apparaissent dans les différentes régions du monde. En clair, si un système de taxe carbone doit être mis en place, il doit être pensé à l'échelle mondiale.

Compagnies aériennes et constructeurs aéronautiques réclament que l'organisation de l'aviation civile internationale (Oaci) reprennent les discussions pour apaiser les différends entre ses membres. Mais comment réconcilier les points de vue de 26 membres opposés à cette taxe sur les 36 que compte l'Oaci? Depuis que la polémique a enflé, la Commission n'a pas fléchi.

La commissaire au Climat, **Connie Hedegaard**, suggère que **l'on reporte le prix de la taxe sur le prix des billets d'avions**. Et vendredi dernier, les ministres de l'Environnement des 27 pays de l'Union ont réaffirmé leur soutien à la taxe carbone. «Personne ne serait plus heureux que l'Union européenne si l'Oaci pouvait proposer une solution qui soit au moins aussi bonne que celle de l'UE, a assuré Connie Hedegaard. Nous luttons pour cela depuis 1997», a-t-elle dit à Reuters la semaine dernière, ajoutant: «nous travaillons très dur en interne avec l'Oaci». Mais, cette fois, le temps presse.

[Le 14 mars 2012](#)

[Ville & Aéroport](#)